

Mettre un terme à la violence atomique

Les Etats nucléaires ont toujours fait planer la menace de la destruction de notre société humaine, mais les récents conflits impliquant la Russie, l'Ukraine et, par effet domino, l'UE et l'Otan, ou encore l'Inde et le Pakistan, la rendent plus perceptible. Les 80^e commémorations d'Hiroshima et de Nagasaki doivent rappeler cette réalité et notre capacité à agir ensemble pour la combattre.

Jean-Marie COLLIN, directeur de la Campagne internationale pour abolir les armes nucléaires (ICAN France) ⁽¹⁾

« **P**lus jamais Hiroshima & Nagasaki » sera répété les 6 et 9 août 2025 pour les 80^e commémorations des destructions de ces villes japonaises. Selon le Comité international de la Croix-Rouge, près de cent-vingt-mille personnes – dont trente-huit-mille enfants – ont été instantanément brûlées ou ensevelies vivantes ; et autant sont mortes sur les mois qui suivirent, dans d'horribles souffrances. Il faut aussi ajouter les souffrances psychologiques qui ont affecté les survivants (surnommés Hibakusha), telles que la discrimination sociale, en raison de leurs fortes expositions aux retombées radioactives. Décrire l'horreur de ces journées est une obligation pour prendre conscience que notre société humaine peut, en raison d'une utilisation délibérée, involontaire ou accidentelle d'armes nucléaires, être à jamais changée.

Les nombreuses études scientifiques réalisées, depuis le milieu des années 1980, sur les conséquences humanitaires catastrophiques qui suivraient l'emploi d'armes nucléaires – même de seulement quelques centaines – sont catégoriques sur la destinée tragique de notre humanité. Les effets seraient planétaires, comme le décrit le rapport « Nuclear Famine » ⁽²⁾ publié en 2022 par l'organisation IPPNW, en prenant le cas d'un conflit entre l'Inde et le Pakistan. Les incendies créés par les explosions nucléaires génèreraient d'énormes quantités de suie dans l'atmosphère, réduisant la lumière solaire et provoquant une chute des températures. Cet hiver nucléaire impacterait alors la production agricole,

notamment celle du riz, susceptible d'entraîner la mort de plus de deux-milliards de personnes en raison de famines.

Cette réalité des armes nucléaires est trop souvent écartée, au profit d'éléments de langage qui diminuent la conscience des dangers associés à ces armes. La « dissuasion nucléaire » est à ce titre une expression de communication massive. Ce qui n'est en l'occurrence qu'une théorie, l'hypothèse de son efficacité étant incertaine, a pourtant été au fil des décennies affirmée comme une évidence de la « clef de voûte » de la sécurité de la France. Ainsi, au nom de sa grandeur, la France met en œuvre depuis 1964, date de la mise en alerte permanente de ses Forces aériennes stratégiques, une défense fondée sur la menace d'employer (soit la dissuasion) son arsenal nucléaire. Cette menace induit – pour la rendre crédible aux yeux d'un adversaire – que le Président et son état-major acceptent le non-respect des principes du

droit international humanitaire (tels que la proportionnalité, la distinction, la précaution), car tout usage aura pour conséquence d'éliminer des populations civiles.

L'arme nucléaire : une violence plurielle

La France dispose d'un arsenal de « moins de trois-cents armes nucléaires », selon l'expression présidentielle. Des armes qui existent « grâce » aux deux-cent-dix explosions nucléaires atmosphériques et souterraines réalisées en Algérie (1960-1966), puis en Polynésie (1966-1996). Ces explosions ont provoqué des conséquences humanitaires et environnementales catastrophiques, dont les populations actuelles payent encore le prix. Les générations futures devront, elles, assumer par exemple la gestion des plus de 1 670 000 m³ de déchets nucléaires militaires ⁽³⁾. Elles devront aussi vivre avec le risque de voir l'atoll de Moruroa s'affaisser en raison des failles créées par les explosions nucléaires. Cette catastrophe provoquerait un relargage de matières radioactives dans l'océan Pacifique et un tsunami régional.

Cette violence réelle s'est aussi traduite par des mensonges persistants sur les effets des explosions nucléaires sur la santé des populations et par l'absence, toujours actuelle, d'excuse pour les dommages causés et d'une pleine reconnaissance des responsabilités de l'Etat.

La violence atomique s'est aussi manifestée le 10 juillet 1985, sous une forme inattendue venant d'une démocratie, avec un attentat commis par les services secrets

« Plus les discours, par les dirigeants politiques, sur une prétendue "sécurité" nucléaire seront banalisés, plus il va devenir difficile de préserver le tabou du non-emploi (en temps de guerre) qui perdure depuis le 9 août 1945. »



La réalité des armes nucléaires est trop souvent écartée, au profit d'éléments de langage qui diminuent la conscience des dangers associés à ces armes. La « dissuasion nucléaire » est à ce titre une expression de communication massive. Ci-dessus la première planche de la BD « L'arsenal nucléaire de la France », réalisée par l'Ican.

français contre le Rainbow Warrior, navire de Greenpeace. Un crime validé par le président F. Mitterrand pour mettre un terme aux protestations pacifiques de cette ONG et à sa présence dans les zones de tir nucléaire de Moruroa et de Fangataufa. Pour continuer d'« améliorer » sa bombe, la France n'a donc pas hésité à agir dans un Etat étranger (Nouvelle-Zélande), provoquant aussi la mort du journaliste F. Pereira, demeuré à bord.

Enfin, la dépense publique dédiée aux armes nucléaires constitue une forme de violence économique. Les 53,69 milliards d'euros prévus par la loi de programmation militaire 2024-2030 pour moderniser les systèmes d'armes (Rafale, sous-marins, missiles, ogives) représentent autant de ressources soustraites à la lutte contre les véritables menaces pesant sur la sécurité des populations, telles que le dérèglement climatique, ou la précarité.

La violence est intrinsèque aux armes nucléaires. Croire que renforcer la « dissuasion » ou instaurer un parapluie

nucléaire européen apporterait plus de « sécurité » est une illusion dangereuse. Plus les discours, par les dirigeants politiques, sur une prétendue « sécurité » nucléaire seront banalisés, plus il va devenir difficile de préserver le tabou du non-emploi (en temps de guerre) qui perdure depuis le 9 août 1945.

Si envisager un futur serein face aux maux que représentent les armes nucléaires et le dérèglement climatique est complexe, nous ne devons pas nous permettre l'indifférence ou le fatalisme, car cette attitude dresse le lit de notre insécurité.

L'enjeu d'une interdiction au niveau mondial

Le 7 juillet 2017, la campagne ICAN a obtenu une victoire avec l'adoption du Traité sur l'interdiction des armes nucléaires (TIAN). En vigueur depuis le 22 janvier 2021, le TIAN crée une pression sur des Etats (et même sur la France) qui, jusqu'à présent, agissaient sans réel adversaire politique. Les interdictions mises en place

(telles que la menace d'emploi, l'emploi, le financement, le stockage) viennent compléter le Traité de non-prolifération (en vigueur depuis 1970) pour pleinement réaliser ce chemin vers un monde sans armes nucléaires. Ainsi, déjà près de cent Etats, membres ou signataires, portent ce message sur l'inacceptabilité d'être exposé en permanence au « temps de la fin », comme l'a écrit le philosophe G. Anders.

Si la France refuse ce traité, il n'en reste pas moins que quatre-vingt-onze villes (dont Paris, Lyon, Montpellier, Grigny ou Saint-Etienne) et quatre collectivités territoriales (département de Seine-Saint-Denis, Assemblée de la Polynésie française, métropole du Grand Lyon et région Bourgogne-Franche-Comté) ont décidé, via le vote de vœux et délibérations, de signer l'Appel des villes⁽⁴⁾ de l'ICAN pour « soutenir le Traité sur l'interdiction des armes nucléaires et pour appeler le gouvernement français à y adhérer ».

Les commémorations des drames d'Hiroshima, de Nagasaki comme du Rainbow Warrior doivent être l'occasion de transformer nos sentiments en actes. Il faut agir, comme ICAN France le propose⁽⁵⁾, pour que nos familles, nos amies et amis, nos villes ne soient pas victimes d'armes nucléaires. Promouvoir le Traité sur l'interdiction des armes nucléaires⁽⁶⁾, comme le fait la LDH, est bien un combat pour disposer d'un droit à la vie dans un monde où le futur pourra s'envisager pleinement. ●

(1) ICAN a été l'organisation lauréate du prix Nobel de la paix 2017.

(2) Matt Bivens, MD, « Nuclear Famine: Even a "limited" nuclear war would cause abrupt climate disruption and global starvation », International Physicians for the Prevention of Nuclear War (IPPNW), 2022.

(3) Patrice Bouveret et Jean-Marie Collin, « Déchets nucléaires militaires: la face cachée de la bombe atomique française », ICAN France/Observatoire des armements, décembre 2021.

(4) Pour en savoir plus, voir <http://icanfrance.org/appel-aux-maires/>.

(5) La campagne ICAN France propose aux associations et aux citoyennes et citoyens une boîte à outils sur son site Internet, « Plus jamais Hiroshima & Nagasaki », pour rendre hommage aux Hibakusha, à toutes les victimes des explosions d'armes nucléaires et pour promouvoir le Traité sur l'interdiction des armes nucléaires (TIAN). Cet outil permet, en quelques minutes, de créer un événement public (un ciné-débat, une conférence ou une exposition) en présence de nos experts, pour mobiliser les militantes et militants et pour créer du lien politique auprès des personnalités élues.

(6) Pour comprendre le Traité sur l'interdiction des armes nucléaires, découvrez sa bande dessinée sur <http://icanfrance.org/category/ressources/infographies/>.